

Production de médicaments en France : on veut des actes !

4 novembre 2020

La pandémie du Coronavirus a mis en lumière de manière très forte des insuffisances dans notre capacité à répondre à la pénurie de médicaments essentiels comme ceux utilisés pour les réanimations. Au-delà des grandes promesses de ne plus dépendre de la fourniture de pays émergents comme la Chine et L'Inde, il semblerait que rien n'ait vraiment changé. Pire encore le groupe Sanofi prépare une réorganisation de son groupe et laisse peu de place au doute sur ses intentions de se débarrasser à terme de la production de principes actifs hexagonaux jugés pas assez rentables pour un groupe qui a « bien encaissé » la première vague du COVID-19 avec une distribution de près de 4 milliards de dividendes à ces actionnaires.

D'année en année, la France est de plus en plus dépendante du reste du monde pour produire ses médicaments, 80% des principes actifs, les composants essentiels du produit sont fabriqués hors de l'Union européenne, dont 60% en Chine et en Inde. A l'unissons une grande partie de la classe politique a exprimé la nécessité de relocaliser la production. La Chine compte plus d'un millier d'usines, contre moins d'une centaine en France.

Si les belles paroles rassurantes des grands dirigeants de la pharmacopée raisonnent encore dans notre tête à l'issu de la première vague, il n'en demeure pas moins que le rouleau compresseur de la restructuration du secteur est en marche. Dans son projet de nouvelle entité européenne appelé « Pluton », Sanofi ne détiendrait que 30 % des parts et d'ores et déjà des sites Français seraient menacés dans un horizon très proche. Quelle ironie d'appeler ce projet « Pluton » quand on sait que c'est la planète la plus éloignée de la Terre.

Pour l'association INDECOSA-CGT il est inacceptable de vendre du « rêve » à la population tout en pratiquant « une politique de la terre brûlée ». Alors que notre pays doit faire face à une seconde vague, il est indécent et immoral de faire comme si rien ne s'était passé. Plus que jamais il nous faut une véritable maîtrise publique et cohérente du médicament qui prenne en compte l'intérêt général de la nation.